Un parti unique aux Etats-Unis, J. Biden et Elliott Abrams, des exemples éloquents

Par : José R. Oro (Source Cubadebate)

Elliott Abrams et Mike Pompeo, alligators du même marais. Photo : avec l'aimable autorisation de l'auteur

Les présidents démocrates, comme le fait actuellement J. Biden, ont développé la capacité de s'acoquiner avec les personnalités républicaines les plus réactionnaires, qui ne le méritent en aucune façon, dans le but de protéger leur flanc droit, qu'ils considèrent comme de plus en plus important et politiquement décisif, au sein du spectre électoral américain.

En son temps, Bill Clinton a nommé James Woolsey au poste de directeur de la Central Intelligence Agency (1993) pour gagner en prestige auprès des conservateurs qui étaient et sont encore très bien placés dans les organes de sécurité nationale.

Barack Obama a maintenu Robert Gates au poste de secrétaire à la défense en 2009 pour apaiser les "professionnels" du Pentagone. Aujourd'hui, le président Joe Biden a nommé Elliott Abrams à la Commission consultative américaine sur la diplomatie publique. Pourquoi diable quelqu'un (en particulier un président "démocrate") voudrait-il ressusciter Elliott Abrams ?

La Commission consultative sur la diplomatie publique n'est pas une organisation de la bureaucratie du gouvernement américain bien connue, même des experts en politique "profonde" des États-Unis (dans le grand public, presque personne ne sait de quoi il s'agit).

Elle a été créée en 1948 pour veiller à ce que les experts en politique intérieure et étrangère fournissent des "évaluations honnêtes" afin d'améliorer la diplomatie publique américaine et de la rendre plus transparente. Mais il convient de préciser qu'il ne faut jamais utiliser "honnête" et "Elliott Abrams" dans la même phrase, sous peine de tomber dans une contradiction logique ouverte, comme lorsqu'on dit "Hitler" et "pacifiste".

On pourrait dire la même chose de Jim Woolsey, qui était un choix apparemment étrange, et de Bob Gates, connu pour avoir politisé le renseignement pour l'administration Reagan dans les années 1980. Il est particulièrement grotesque qu'Abrams soit nommé à un poste chargé de maintenir l'intégrité de la diplomatie publique américaine.

L'implication d'Abrams dans l'affaire Iran-Contra est le point de départ évident de toute discussion sur ses qualifications. Il a été condamné en 1991 pour deux délits de dissimulation illégale d'informations au Congrès, mais a été gracié par le président George H. W. Bush.

Lawrence Walsh, l'avocat indépendant qui a enquêté sur l'affaire Iran-Contra, a préparé plusieurs chefs d'accusation contre Abrams, qui a fini par admettre qu'il en savait plus qu'il ne l'avait reconnu dans son témoignage devant le Congrès. Plusieurs années plus tard, il a été publiquement sanctionné par le barreau du district de Columbia pour avoir fait un faux témoignage au Congrès sur l'Iran-Contra.

En tant que sous-secrétaire d'État aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires de Ronald Reagan dans les années 1980, M. Abrams a régulièrement dissimulé les atrocités commises par les forces militaires soutenues par les États-Unis au Salvador, au Honduras et au Guatemala.

Il a fait de même avec les Contras au Nicaragua, ce qui lui a valu d'être vivement critiqué par Human Rights Watch et Amnesty International. Le Lawyers' Committee, Americas Watch et Helsinki Watch ont collaboré à un rapport au milieu des années 1980 qui accusait Abrams de "saper l'objectif du bureau des droits de l'homme au sein du département d'État".

Un simple coup d'œil au bilan d'Abrams en Amérique centrale révèle l'archétype du fonctionnaire de la guerre froide d'une triste époque, aujourd'hui ressuscité dans sa version numéro deux. En tant que sous-secrétaire d'État, il a encouragé l'aide au dictateur guatémaltèque Efraín Ríos Montt, arrivé au pouvoir par un coup d'État et reconnu coupable d'une campagne de massacres et de tortures à l'encontre des populations indigènes.

Abrams a défendu le bilan du gouvernement salvadorien en matière de droits de l'homme, même après le massacre de centaines de civils à El Mozote par l'armée salvadorienne soutenue par la CIA.

Il a qualifié les rapports sur le massacre de propagande gauchiste et a dénoncé les rapports d'enquête américains comme étant trompeurs. Toujours en 2019, M. Abrams défendait le bilan de l'administration Reagan en matière de droits de l'homme en Amérique centrale. Il ne faut pas oublier qu'il a également joué un rôle important dans la mise en œuvre urgente de l'invasion américaine de la Grenade (1983).

Après que l'amendement Boland a mis fin aux fonds américains destinés aux efforts des Contras pour renverser le gouvernement sandiniste du Nicaragua, Abrams s'est envolé pour Londres et a rencontré secrètement le ministre de la défense de Brunei pour obtenir une contribution illégale de 10 millions de dollars en faveur des Contras.

Abrams a été l'homme clé dans la dissimulation d'un incident au cours duquel un avion chargé de fournitures mortelles pour les Contras a été abattu au Nicaragua par les Sandinistes. Les enregistrements

de l'avion ont permis de relier Oliver North, membre du personnel de la sécurité nationale, à William Casey, de la CIA, qui a dirigé l'opération illégale.

Les empreintes digitales de Casey étaient omniprésentes dans le scandale Iran-Contra, mais sa mort soudaine en 1986 l'a mis à l'abri de toute poursuite. Il ne faut pas oublier Luis Posada Carriles, qui était à l'époque le directeur secret du renseignement américain à la base aérienne d'Ilopango, au Salvador, d'où provenait une grande partie des fournitures illégales destinées aux Contras.

Luis Posada Carriles, meurtrier tristement célèbre de dizaines de personnes dans l'avion de Cubana à la Barbade, et Felix Rodriguez, membre de l'équipe de la CIA qui a assassiné le guérillero héroïque, ainsi qu'un homme politique local du sud de la Floride. Tous deux sont étroitement liés à Elliott Abrams. Photo : avec l'aimable autorisation de l'auteur

En 2001, le président George W. Bush a nommé Elliott Abrams au poste d'assistant spécial du président et de directeur principal pour les droits de l'homme au Conseil national de sécurité. À ce poste, Abrams aurait eu connaissance de la tentative de coup d'État contre Hugo Chávez au Venezuela et aurait "acquiescé".

En 2017, le secrétaire d'État Rex Tillerson a voulu nommer Abrams secrétaire d'État adjointe, mais Trump a bloqué cette démarche en raison des critiques d'Abrams à l'égard de Trump pendant la campagne de 2016.

Abrams a été représentant spécial des États-Unis pour le Venezuela de 2019 à 2021 et représentant spécial des États-Unis pour l'Iran de 2020 à 2021. Ses relations avec la mafia d'origine cubaine, avec la réaction vénézuélienne et nica du sud de la Floride, sont très solides et notoires.

Dieu les élève, le diable les réunit. Photo : avec l'aimable autorisation de l'auteur

Qui se ressemble, s'assemble. Photo gentillesse de l'auteur

Bob Gates a également menti au Congrès sur sa connaissance de ces activités "black ops", dans lesquelles Abrams et lui-même étaient impliqués, ce qui lui a coûté la possibilité d'être confirmé au poste de directeur de la CIA en janvier 1987, après la mort de Bill Casey.

Casey était le superviseur de North dans l'opération Iran-Contra et était personnellement chargé de convaincre le président Reagan d'engager des fonds et un soutien en matière de renseignement en Amérique centrale.

Lorsque Gates a été nommé une seconde fois en 1991, de nombreux Américains ont tenté de convaincre la commission sénatoriale du renseignement d'examiner de plus près le rôle de Gates dans l'opération Iran-Contra et de lui refuser la nomination, mais la CIA a refusé de remettre des documents classifiés à la commission.

Le sénateur Warren Rudman (R/NH) a attaqué tous ceux qui ont soulevé la question de l'Iran-Contra, les accusant de "maccarthysme", ce sénateur républicain étant le véritable "maccarthyste". Le sénateur Rudman a également participé à la dissimulation de ce scandale retentissant.

Lorsque des présidents comme Bill Clinton, Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden nomment des personnes qui manquent manifestement d'intégrité, ils suscitent le cynisme au sein même des institutions qu'on leur demande de diriger. C'était certainement vrai pour la CIA dans les cas de Woolsey, Gates et Gina Aspel, et ce sera vrai pour une institution moins connue (mais non moins importante) telle que la Commission consultative pour la diplomatie publique.

Qu'est-ce que la Commission consultative de diplomatie publique ?

Cette commission a été créée à l'origine en vertu de la section 604 de la loi américaine sur l'échange d'informations et l'éducation de 1948, telle que modifiée (22 USC 1469) et de la section 8 du plan de réorganisation numéro 2 de 1977.

Elle a été réautorisée de manière permanente en vertu de la section 5604 de la National Defence Authorisation Act, FY2022 (Pub. L. 117-81), qui a modifié la section 1134 de la Foreign Affairs Reform and Restructuring Act de 1998 (22 USC 6553).

Depuis plus de 70 ans, l'ACPD "évalue" les activités du gouvernement américain visant à comprendre, informer et influencer les opinions publiques étrangères et s'efforce d'accroître la compréhension et le soutien de ces activités. En d'autres termes, elle cherche à déterminer l'efficacité de la propagande américaine, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

La commission mène des recherches et organise des symposiums qui fournissent des informations prétendument "honnêtes", des évaluations et un discours éclairé sur les efforts de diplomatie publique au sein du gouvernement américain et diffuse les résultats dans des rapports, des livres blancs et d'autres publications.

Il rend compte au président, au secrétaire d'État et au Congrès. Le bureau de la politique, de la planification et des ressources (R/PPR) du sous-secrétaire à la diplomatie publique et aux affaires publiques fournit un soutien administratif à ACPD.

C'est beaucoup plus qu'il n'y paraît, c'est un instrument de mesure, de correction et de perfectionnement de l'action des médias, des stratégies de pénétration, de déstabilisation des gouvernements que Washington n'aime pas et d'autres choses de ce genre.

Mais, comme pour beaucoup d'autres choses, "il y a un long chemin à parcourir pour passer de la parole aux actes". L'ACPD n'évalue pas ce que le gouvernement américain fait en matière de diplomatie publique ; ce qu'elle évalue réellement, ce sont ses effets, si elle fonctionne bien et si elle obtient les résultats souhaités contre les mouvements sociaux ou les pays que le Potomac n'aime pas.

La commission est composée de sept membres nommés par le président, avec l'avis et le consentement du Sénat. Les membres représentent l'intérêt public et sont choisis parmi un échantillon représentatif des milieux de l'éducation, de la communication, de la culture, de la science, de la technique, de la fonction publique, du travail, des affaires et des professions libérales.

En d'autres termes, des personnes possédant tout l'éventail des connaissances et de l'expérience requises pour une tâche aussi essentielle au maintien d'un monde unipolaire impossible où les États-Unis peuvent faire et défaire en toute impunité. Le président nomme un membre pour présider la commission, peut-être Elliott Abrams lui-même.

Comme on peut le constater, les stratégies américaines ne dépendent pas entièrement de leur gouvernement, ni du parti au pouvoir, mais un "parti unique" s'est formé : le parti du complexe militaro-industriel et de Wall Street.

La nomination d'Elliott Abrams par le président J. Biden n'est qu'un exemple de plus de l'existence et de la croissance du "gouvernement invisible" dont David Wise et Thomas B. Ross nous ont alertés il y a plus d'un demi-siècle. Ross nous a alertés il y a plus d'un demi-siècle. Rien n'a vraiment changé, si ce n'est que ce "gouvernement invisible" devient plus puissant, plus sophistiqué et conduit les États-Unis vers un fascisme ouvert et sans scrupules.

Cela montre également que J. Biden et les "cogollo" qui dirigent le parti démocrate n'ont pas abandonné leurs idées fantaisistes de gagner le vote floridien des personnes d'origine cubaine, vénézuélienne et

nicaraguayenne, ce qui est complètement utopique, quels que soient les efforts qu'ils déploient pour le gagner. Ces groupes d'extrême droite vénèrent Elliott Abrams et le considèrent comme un "monolithe des valeurs américaines".

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/331819-un-parti-unique-aux-etats-unis-j-biden-et-elliott-abrams-des-exemples-eloquents

Radio Habana Cuba